

Partage des données géographiques : où en est-on?

Marc Leobet - Mission de l'information géographique-CGDD/DRI

MIG/LBT - 18.06.15

1

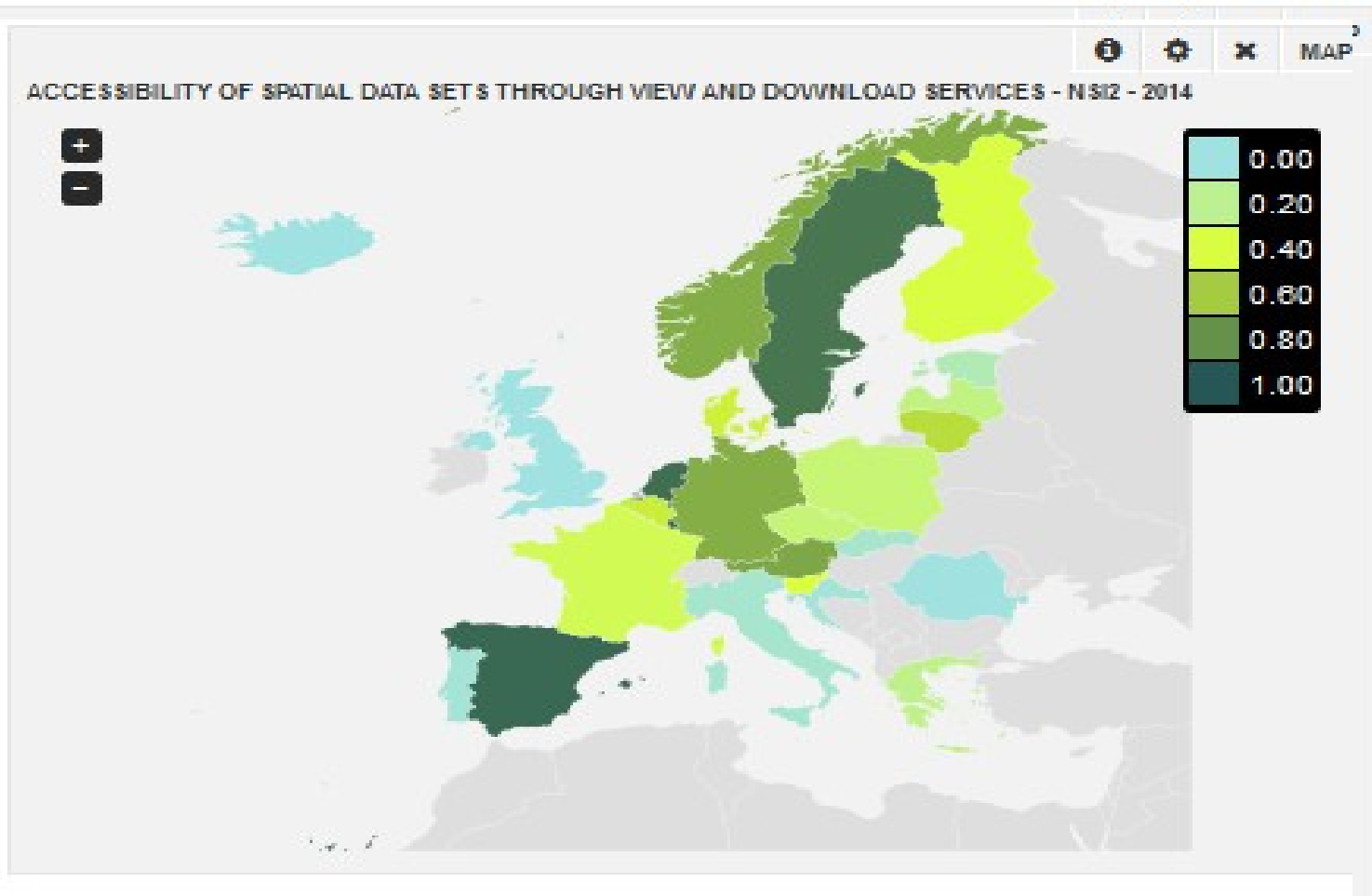
Rappel du calendrier légal

- Toutes les données concernées par INSPIRE doivent être cataloguées,
- Les métadonnées doivent être en ligne,
- Les données doivent être consultables et téléchargeables en ligne.
- Les données restent à harmoniser pour 2017 (annexe I) ou 2020 (annexes II et III)

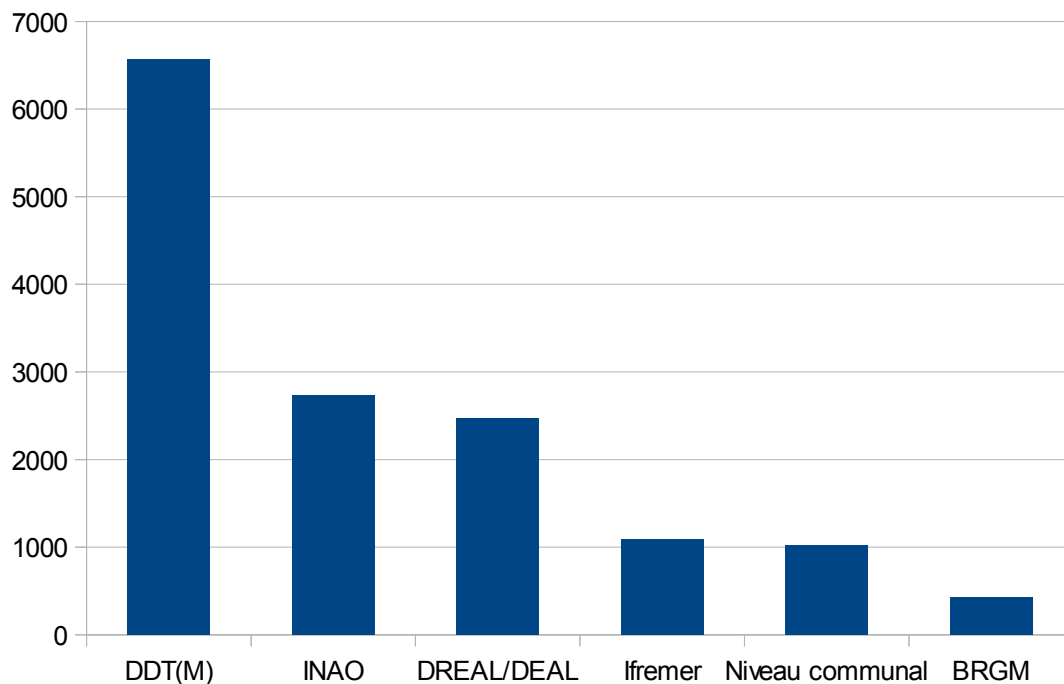
Le point critique : consultation et téléchargement

- Un doublement des métadonnées chaque année
- 10 000 au 26.08.14 => 17 571 au 25.05.15
- Rapport de la France : 35 % des données consultables et téléchargeables
 - Ce devrait être au moins 80 %
- Les services de l'Etat sont maintenant bien lancés,
- Les Conseils régionaux se lancent de façon encourageante,
- Les Conseils départementaux aussi, mais à un niveau moindre.
- Le niveau communal est difficile à analyser : beaucoup de volontariat, mais encore peu de documents d'urbanisme.

La France en Europe

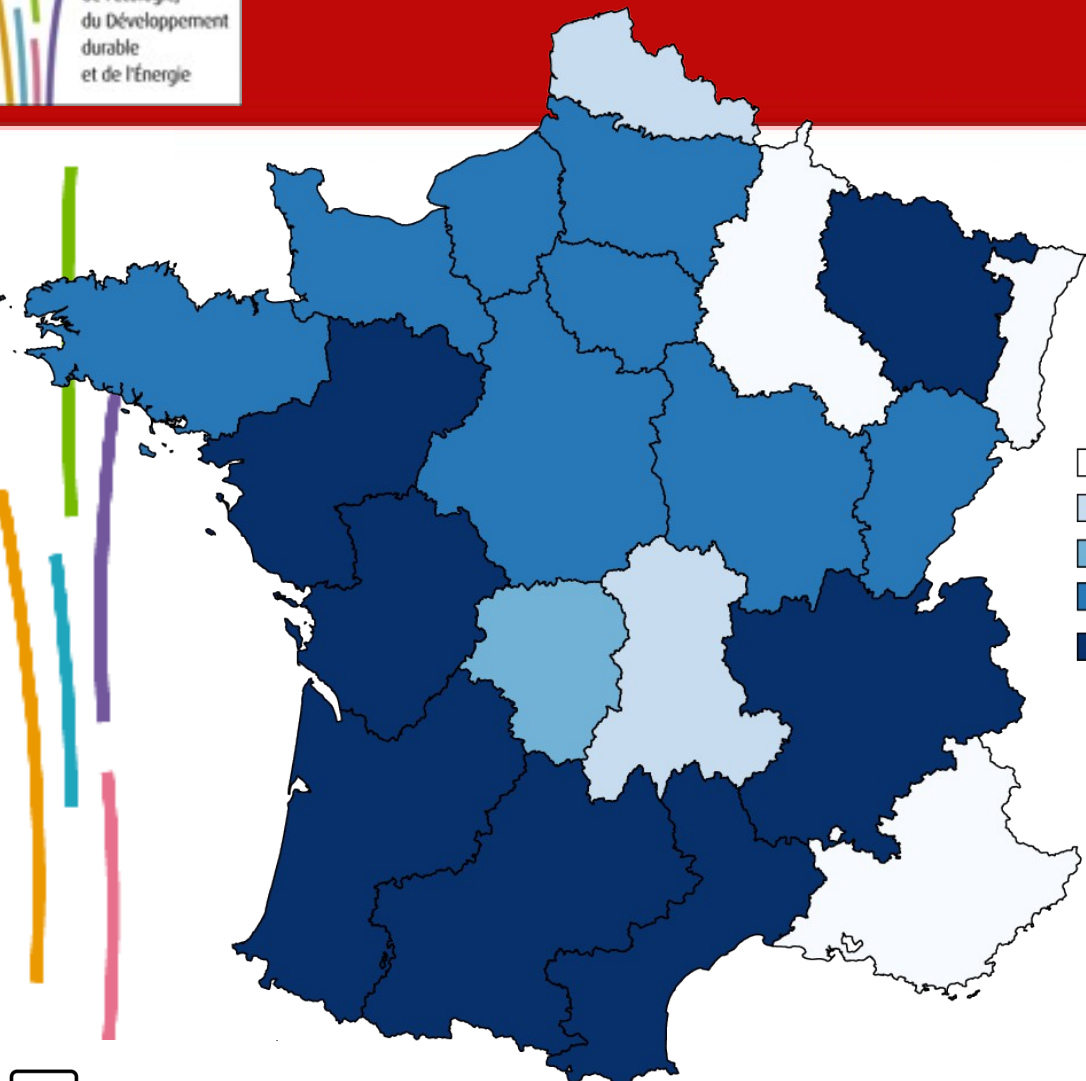


Les grandes masses de données en France

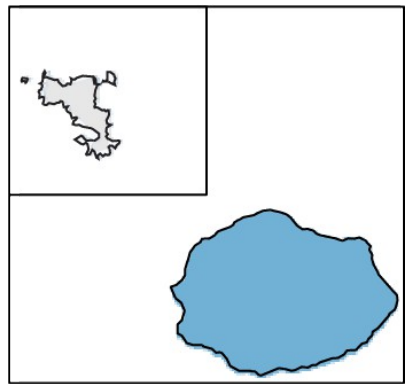
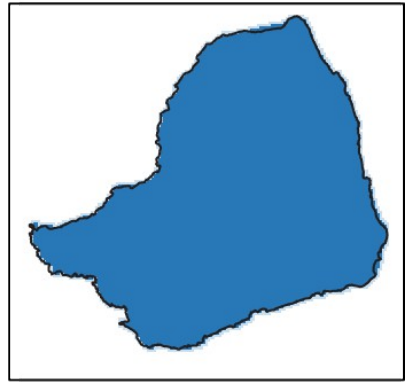
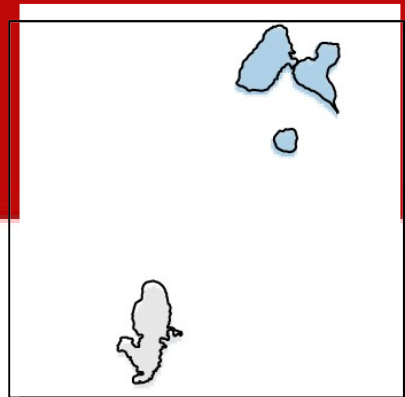


- la quantité n'est pas synonyme de valeur. Les données de références IGN, SHOM ou INSEE sont invisibles mais fondamentales !

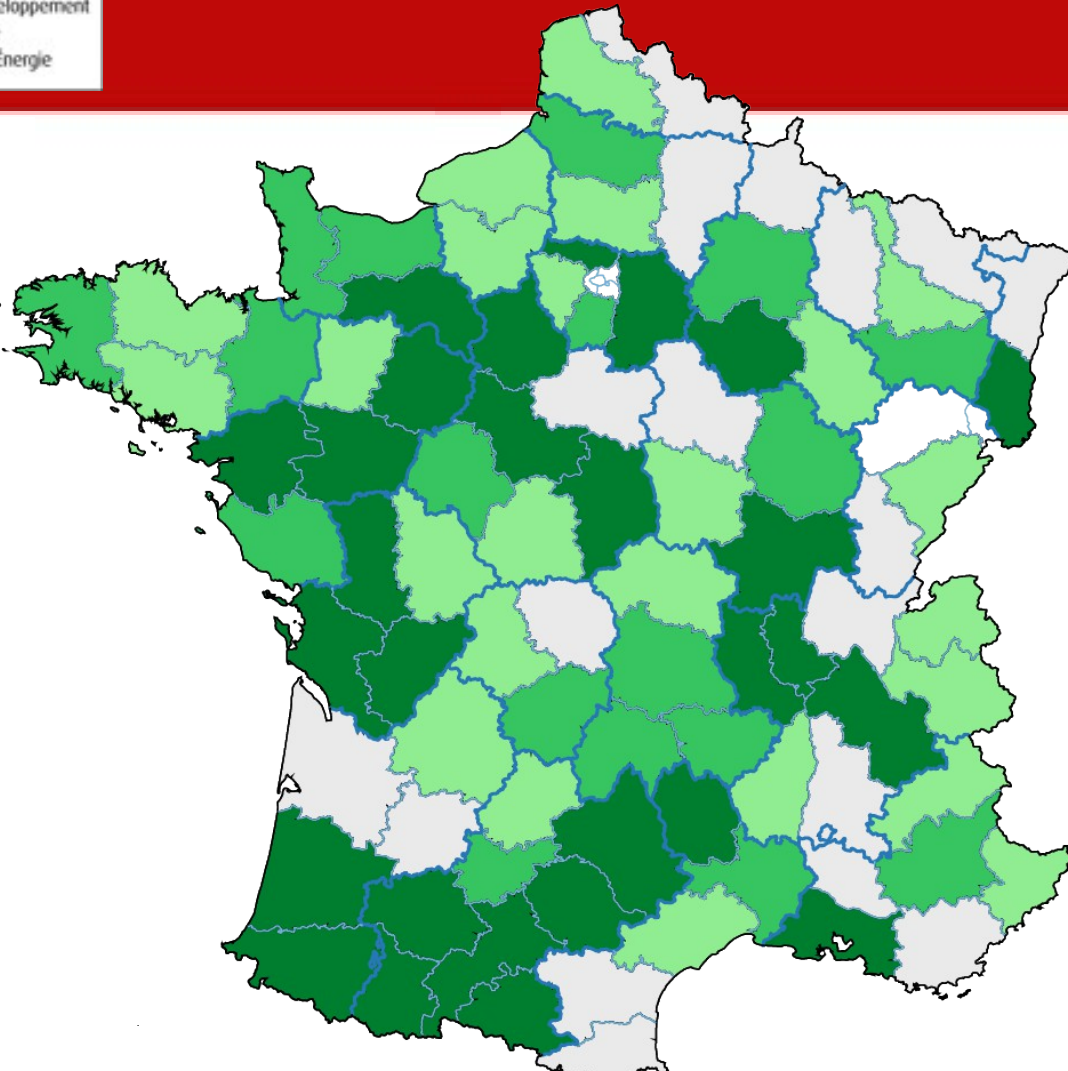
Données téléchargeables & DREAL



- entre 1 et 19 données
- entre 20 et 39 données
- entre 40 et 59 données
- entre 60 et 100 données
- entre 101 et 284 données



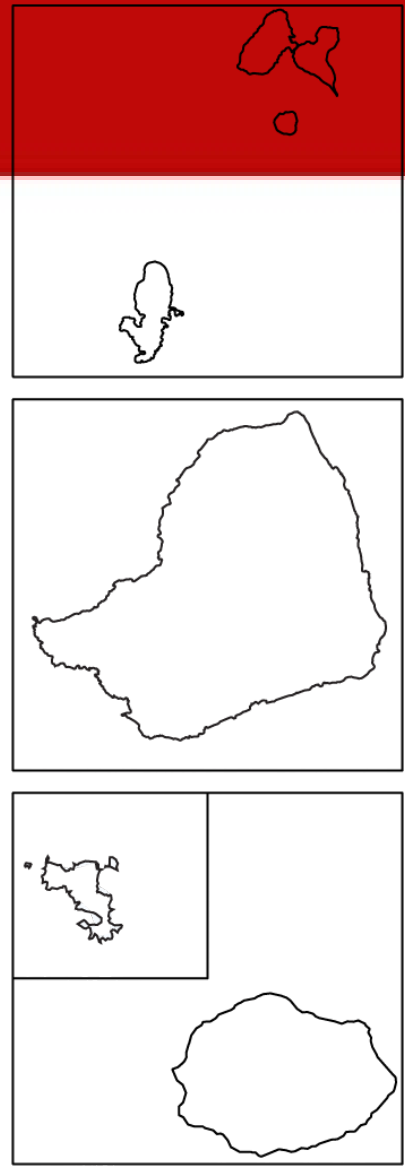
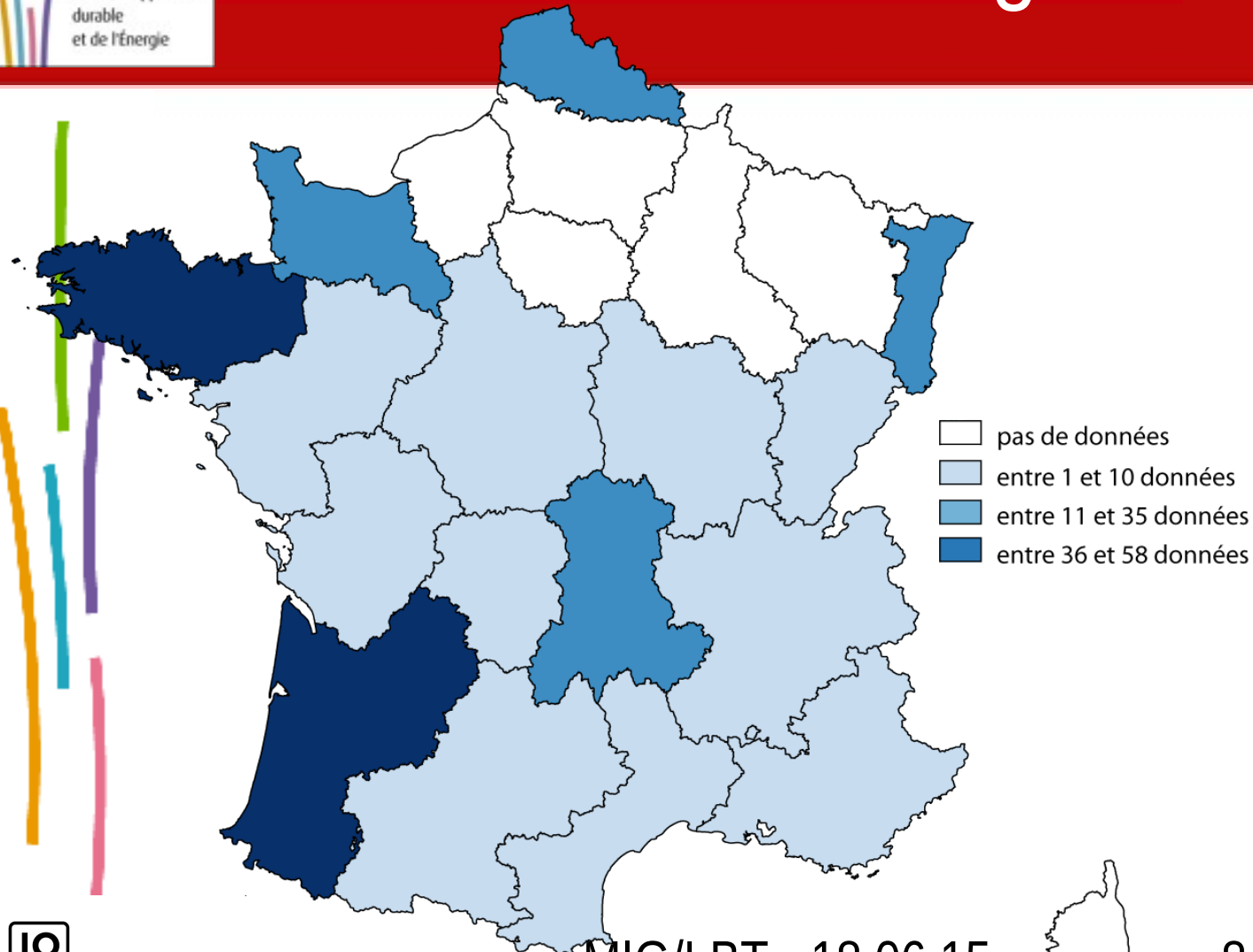
Données téléchargeables & DDT



- pas de données
- entre 1 et 10 données
- entre 11 et 35 données
- entre 36 et 60 données
- entre 61 et 452 données



Données téléchargeables & Conseils régionaux

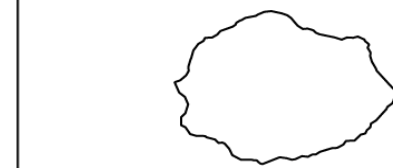
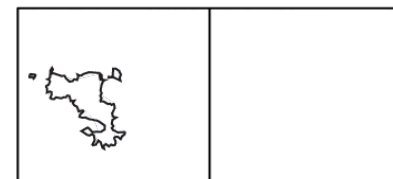
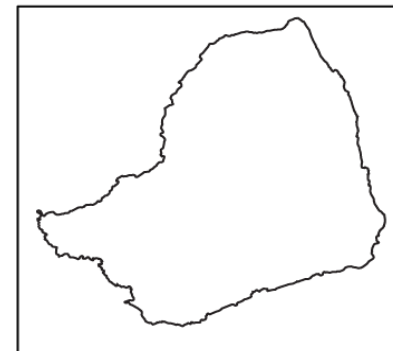
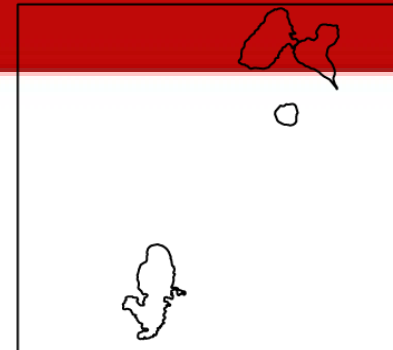
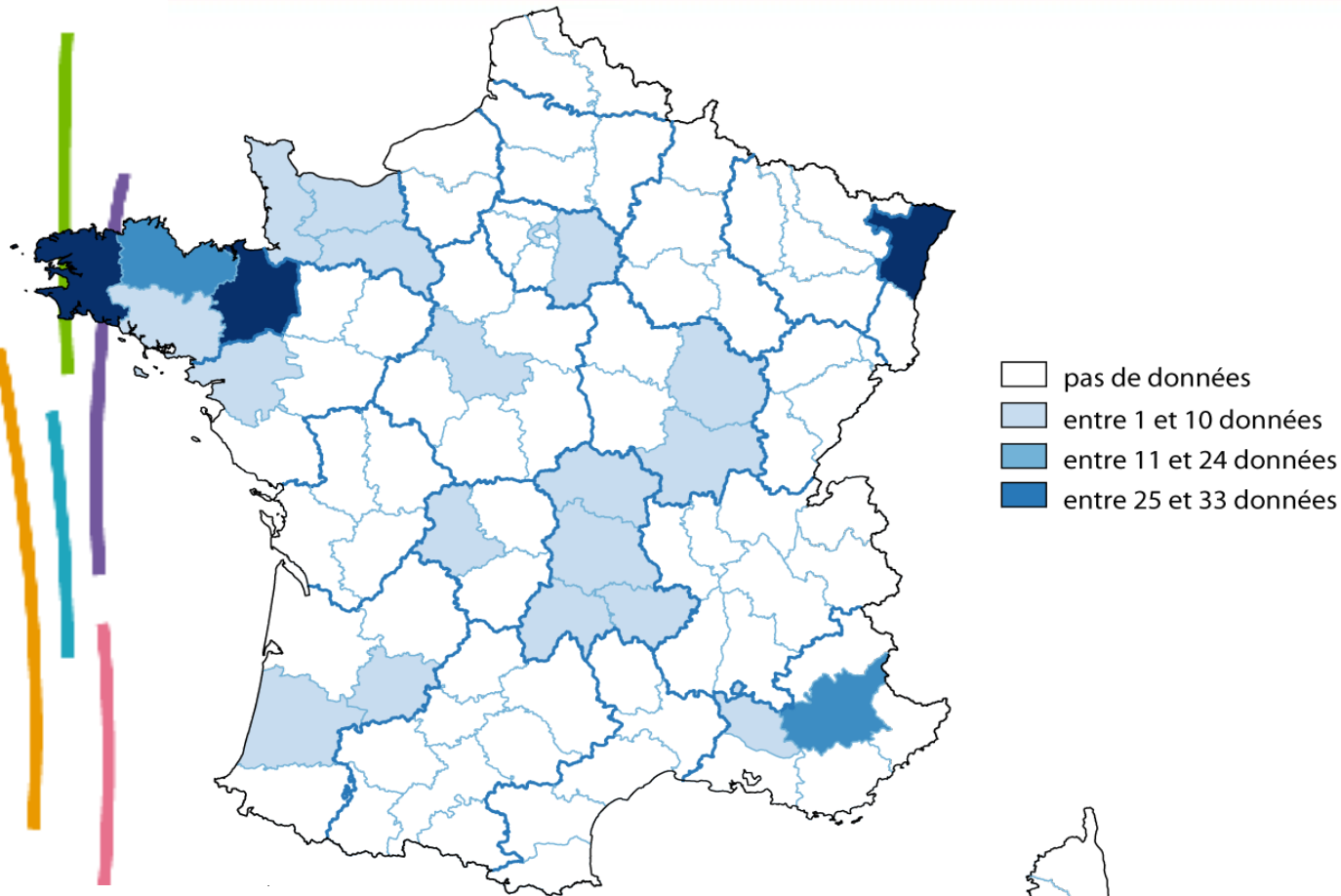


MIG/LBT - 18.06.15

8

MIG/LBT 15/06/15

Données téléchargeables & Conseils départementaux



Conclusion

- Les acteurs français sont en retard dans la mise en œuvre des services de consultation de cartes.
- Et timides dans celle des services de téléchargement
- L'enjeu : construire des couches nationales et européennes.
- La priorité est un effort soutenu pour rendre les données consultables et téléchargeables avant le 31.12.2015,
- Et atteindre l'objectif politique de la directive : rendre le réutilisation des données géographiques effectif.